



Les organisations patronales ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à joindre leurs efforts pour "apporter des solutions durables et inclusives au problème de l'économie informelle qui affecte la croissance économique, l'intégration sociale et régionale, la paix et la stabilité de la région".

Le plan d'action paraphé lundi prévoit une analyse des mécanismes de l'économie informelle au niveau des entrepreneurs ainsi que du cadre légal de chaque pays pour déterminer "les goulots d'étranglement administratifs et légaux" et y remédier.

Les patronats se sont fixé un "calendrier de réalisation estimé à 36 mois".

Les trafics de produits, notamment alimentaires et de l'essence, sont légion au Maghreb, notamment aux frontières de la Tunisie avec l'Algérie et le Maroc.

La région est aussi très peu intégrée sur le plan économique ce qui constitue selon les experts l'un des principaux freins au commerce régional et nourrit les trafics transfrontaliers.

[Lire la suite \(Source\) >>](#)

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)